

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

17 JUIN 2004

Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, en vue d'interdire la vente d'alcopops dans les distributeurs automatiques de boissons

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. OBJECTIF

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition de loi des mêmes auteurs (doc. Sénat, n° 2-1109/1) qui, sous la législature précédente, avait été adoptée à l'unanimité par la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat pour être ensuite, le 22 avril 2002, adoptée par l'assemblée plénière du Sénat. Elle est dès lors devenue projet de loi et a été transmise à la Chambre (doc. Chambre, n° 50-2164/001), où elle n'a toutefois plus pu être examinée en temps voulu et est devenue caduque. Elle n'a pas été relevée de caducité par le gouvernement en place.

La présente proposition de loi vise en particulier à interdire explicitement la vente d'alcopops, c'est-à-dire de mélanges ou de cocktails contenant des boissons spiritueuses, dans les distributeurs automatiques de boissons non placés sous surveillance, comme c'est déjà le cas pour les boissons spiritueuses de 22 % ou plus.

Il est légitime de prévoir une réglementation spécifique pour ce mode de distribution, étant donné ses

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

17 JUNI 2004

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke dranken en betreffende het vergunningsrecht, om de verkoop van alcoholpops in drankautomaten te verbieden

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

I. DOEL

Dit wetsvoorstel herneemt een wetsvoorstel van huidige indieners (stuk Senaat, nr. 2-1109/1) dat tijdens de vorige zittingsperiode eenparig in de Senaatscommissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden en nadien op 22 april 2002 in plenaire vergadering van de Senaat werd aangenomen. Het verkreeg dus de status van wetsontwerp en werd overgezonden aan de Kamer (stuk Kamer, nr. 50-2164/001), maar raakte niet meer tijdig behandeld en verviel. Het werd niet uit verval ontheven door de zittende regering.

Dit wetsvoorstel wil in het bijzonder alcoholpops, die mengsels of cocktails zijn met sterke drank, expliciet weren uit het verkoopcircuit van de onbewaakte drankautomaten, zoals dit thans reeds geldt voor sterke drank van 22 % of meer.

Een bijzondere regeling voor dat circuit is verantwoord door de specifieke kenmerken ervan, met

caractéristiques particulières, à savoir l'anonymat, l'absence totale de contrôle social et l'accessibilité de jour comme de nuit.

Nous voulons, par la présente proposition, apporter une solution claire et fondée en droit à un problème qui a soulevé en Flandre, au début de 2002, une controverse liée à la compétence.

En effet, le conseil communal de Furnes (en date du 24 septembre 2001) et celui d'Oostrozebeke (en date du 11 octobre 2001) avaient interdit, par ordonnance de police, la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs de boissons. Dans sa résolution du 8 novembre 2001, le conseil communal d'Oostrozebeke a limité cette interdiction à la vente des boissons fortement alcoolisées et des alcolops.

Sur l'avis du ministre flamand de l'Intérieur, ces ordonnances de police ont été suspendues par le gouverneur de Flandre occidentale, par arrêté du 19 décembre 2001, au motif que ces ordonnances, qualifiées de «préventives», excèdent les compétences communales et que le bourgmestre ne peut agir que dans le cadre du maintien de l'ordre public. Tant qu'il n'est pas porté atteinte à celui-ci, le bourgmestre ne peut pas recourir à sa compétence de prendre des ordonnances.

Il est nécessaire de modifier la loi au niveau fédéral pour répondre au problème social auquel ces deux communes ont tenté de donner déjà une première réponse politique.

C'est à juste titre que les bourgmestres Jan Verfaillie et Jean-Marie Bonte ont manifesté leur inquiétude face à la consommation croissante d'alcool par les jeunes de moins de 16 ans.

Dans le sillage du congrès du CD&V qui s'est tenu à Courtrai en septembre 2001, les auteurs de la présente proposition préconisent une politique de dissuasion visant toutes les formes de dépendance, et donc bien entendu aussi l'alcoolisme. Dans le texte élaboré à l'occasion de ce congrès et intitulé «Une plus grande sécurité juridique. Fermeté et justice», le CD&V définit comme suit ses futures orientations politiques: «Il faut lutter contre la toxicomanie. Les pouvoirs publics doivent mener une stratégie intégrée de dissuasion conjuguant un renforcement de la prévention, l'octroi d'une assistance et une politique répressive appuyant ce message dissuasif. La politique suivie en matière de drogues par le gouvernement, dont la conception libertaire de la société est inacceptable, banalise l'usage des stupéfiants et contribue ainsi à abaisser le seuil de la dépendance. Nous opposons à cette attitude une approche préventive préconisant un accompagnement dissuasif, tout en restant compréhensif, de la toxicomanie ...» (*Traduction*).

Cette proposition ne représente bien entendu qu'une contribution modeste face au problème gran-

name de anonymiteit, het totaal gebrek aan sociale controle en de bereikbaarheid gedurende dag en nacht.

Met dit wetsvoorstel willen we een duidelijke en rechtsgeldige oplossing bieden voor een probleem waarvoor in Vlaanderen begin 2002 een bevoegdheidskwestie ontstond.

Immers, de gemeenteraad van Veurne (op 24 september 2001) en de gemeenteraad van Oostrozebeke (op 11 oktober 2001) hadden bij politieverordening de verkoop van alcoholische dranken via drankautomaten verboden. Bij besluit van 8 november 2001 beperkte de gemeenteraad van Oostrozebeke dit verbod tot sterke alcoholische dranken en alcolops.

Op advies van de Vlaamse minister van Binnenlandse Zaken werden deze politieverordeningen door de West-Vlaamse gouverneur geschorst bij besluit van 19 december 2001 omdat deze als «preventief» gekwalificeerde verordeningen buiten de gemeentelijke bevoegdheden liggen en de burgemeester enkel kan optreden in het kader van de handhaving van de openbare orde. Zolang die niet verstoord wordt, kan hij zijn bevoegdheid om verordeningen uit te vaardigen niet invoeren.

Een wetswijziging op federaal niveau is noodzakelijk om tegemoet te komen aan de sociale nood waaraan beide gemeenten reeds een eerste beleidsantwoord trachtten te geven.

Terecht uitten de burgemeesters Jan Verfaillie en Jean-Marie Bonte hun bezorgdheid over het toenemende drankgebruik bij min-16-jarigen.

In navolging van het CD&V-congres te Kortrijk (september 2001) ijveren de indieners van dit wetsvoorstel voor een ontradringsbeleid met betrekking tot allerlei vormen van verslaving en vanzelfsprekend ook inzake alcoholverslaving. In de congrestekst «*Meer rechtszekerheid. Streng, maar rechtvaardig*» neemt de CD&V het volgende standpunt in voor haar verdere beleidslijnen: «Drugverslaving moet bestreden worden. De overheid moet een geïntegreerde ontradringsstrategie voeren via verdere uitbouw van de preventie, de hulpverlening en een repressief beleid dat deze ontradrings boodschap ondersteunt. Het drugbeleid van de regering, in haar onaanvaardbare libertaire maatschappijvisie, banaliseert het druggebruik en werkt daardoor drempelverlagend ten aanzien van verslaving. Daartegenover staat onze preventieve aanpak die op begrijpende wijze een ontradrings begeleiding bij druggebruik vooropstelt.»

Dit voorstel is uiteraard slechts een bescheiden stap en zal slechts gedeeltelijk een antwoord bieden op het

dissant de l'alcoolisme chez les jeunes, auquel elle n'apportera qu'une réponse partielle. Elle ne déchargera pas les instances compétentes de la responsabilité qui est la leur de mener une politique globale de dissuasion et de sensibilisation en la matière. Nous sommes en tout cas convaincus que seule une définition claire de la norme permettra de mener avec succès une politique effective de sensibilisation et de dissuasion.

Il y a lieu de souligner également certaines initiatives prises en la matière à l'étranger. En France et en Allemagne, on mène une politique des prix fortement dissuasive en instaurant respectivement une adaptation du taux de TVA et une augmentation des accises. Aux Pays-Bas, on agit de plus en plus au niveau local, en concluant des conventions concernant la fourniture aux jeunes de boissons alcoolisées par les commerçants, ou même en optant pour l'introduction d'un *AgeTicker*, les exploitants du secteur horeca contrôlant volontairement l'âge des consommateurs à l'aide des bracelets que ceux-ci portent. Sans vouloir préjuger de l'opportunité de chacune des mesures citées, il semble tout à fait nécessaire de débattre la question à fond en tenant compte des expériences étrangères.

Il conviendra en tout cas de vérifier en temps voulu si la mesure concrète prévue par la proposition de loi, une fois instaurée, peut réduire suffisamment la consommation par les jeunes d'alcool en général et celle des alcopops en particulier.

II. ÉTAT DE LA LÉGISLATION

La législation concernant la fourniture d'alcool aux mineurs d'âge est double : il s'agit, d'une part, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et, d'autre part, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente.

Conformément à l'article 5 de la loi précitée du 14 novembre 1939, il est interdit de vendre quelque boisson alcoolisée que ce soit à des mineurs d'âge. La loi ne fait pas de distinction entre les modalités de la vente ou de l'offre de boissons alcoolisées, mais parle de «boissons enivrantes».

L'article 13 de la loi précitée du 28 décembre 1983 dispose que le fait de servir, même à titre gratuit, à des mineurs, des boissons spiritueuses à consommer sur place, est interdit dans les débits de boissons. De plus, en vertu de l'article 13, la vente à des mineurs de «boissons spiritueuses à emporter» est interdite.

Il ressort de l'interprétation de la loi de 1983 que, dans l'état actuel de la législation, les boissons alcoolisées de moins de 22% vol., et donc aussi les mélanges contenant des boissons spiritueuses, peuvent être mis en vente dans des distributeurs automatiques.

toenemende drankgebruik bij jongeren. Het zal de bevoegde instanties niet ontslaan van hun verantwoordelijkheid op dit vlak een globaal beleid van ontrading en sensibilisering te voeren. Alleszins is het onze overtuiging dat enkel vanuit een duidelijke normstelling een effectief beleid van sensibilisering en ontrading kan worden gevoerd.

Verder zij verwezen naar initiatieven ter zake in het buitenland. In Frankrijk en Duitsland wordt via respectievelijk een BTW-aanpassing en een accijnsverhoging met resultaat een sterk ontradende prijs-politiek gevoerd. In Nederland wordt meer en meer op lokaal niveau gewerkt met convenanten inzake de verstrekking door handelaren van alcohol aan jongeren, of wordt zelfs geopteerd voor een *ageticker* waarbij horeca-uitbaters vrijwillig armbandjes eisen ter controle van de leeftijd van de gebruikers. Zonder vooruit te lopen op de wenselijkheid van elk van de aangehaalde maatregelen, lijkt een grondig debat op basis van de buitenlandse ervaringen een absolute noodzaak.

Na invoering van de onderhavige concrete maatregel moet in elk geval tijdig geëvalueerd worden of die wijziging het alcoholgebruik bij jongeren in het algemeen en het gebruik van alcoholpops in het bijzonder, voldoende kan terugdringen.

II. DE STAND VAN DE WETGEVING

De wetgeving inzake het verstrekken van alcohol aan minderjarigen is tweeledig : er is de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht.

Krachtens artikel 5 van wet van 14 november 1939 is het verboden om het even welke alcoholische dranken aan minderjarigen te verkopen. De wet maakt geen onderscheid tussen de verkoops- en aanbiedingswijzen van alcoholische dranken, maar spreekt van «dronkenmakende dranken».

Artikel 13 van wet van 28 december 1983 bepaalt dat het verstrekken, zelfs gratis, van sterke drank voor gebruik ter plaatse aan minderjarigen verboden is in drankgelegenheden. Bovendien bepaalt artikel 13 dat het verkopen aan minderjarigen van «mee te nemen sterke dranken» verboden is.

Uit de interpretatie van de wet van 1983 blijkt dat alcoholische dranken met een alcoholgehalte van minder dan 22 %, dus ook de mengsels die sterke dranken bevatten, in de huidige stand van de wetgeving via drankautomaten kunnen worden verdeeld.

III. LA CONSOMMATION D'ALCOPOPS PAR LES JEUNES

Il ressort d'une enquête de la Vereniging voor alcohol- en andere drugsproblemen (*Association pour la recherche sur les problèmes liés à l'alcool et à d'autres drogues — VAD*) qu'en Flandre, la popularité des alcopops est en hausse chez les jeunes.

La consommation spécifique d'alcopops est l'un des éléments explicatifs de l'augmentation de la consommation hebdomadaire d'alcool par les jeunes de 1999 à 2001, par exemple. Globalement, par rapport à 1999, près de deux fois plus de jeunes consommeraient actuellement de l'alcool chaque semaine. C'est surtout dans les catégories d'âge les plus jeunes que la consommation d'alcool a augmenté: chez les jeunes de treize ans, on a constaté une augmentation de 5,4 à 9,7 % de ceux qui consomment hebdomadairement de l'alcool; pour les jeunes de quinze ans, ce pourcentage est passé de 15,7 à 31,8 %. Quant aux jeunes de dix-huit ans, plus de la moitié d'entre eux consomment déjà de l'alcool chaque semaine, contre 35,9 % seulement il y a deux ans.

Ces tendances sont confirmées par les chiffres relatifs à l'année scolaire 2002-2003. Interrogés à ce sujet, 70 % des jeunes déclaraient avoir déjà consommé des alcopops. 54 % avaient consommé des alcopops au cours de l'année de l'enquête. Les alcopops n'ont donc pas un caractère éphémère. Dans la catégorie d'âge la plus jeune (12-14 ans), 55 % ont déclaré avoir consommé de l'alcool durant l'année écoulée.

La consommation d'alcool et d'autres drogues comporte des risques pour la santé physique et psychosociale de l'utilisateur. À un âge où les jeunes sont encore en pleine croissance, cette consommation peut entraîner des dommages corporels. En outre, la consommation d'alcool à un âge relativement jeune risque, à terme, de provoquer une dépendance à l'alcool ou de mener carrément à l'alcoolisme.

Les alcopops sont appréciés en raison de leur goût sucré, surtout par les jeunes de 12 à 15 ans, mais de nombreux jeunes sous-estiment les effets d'un taux d'alcool de 5,4 pour mille.

Il ressort d'ailleurs d'une enquête néerlandaise que ces boissons provoquent plus rapidement l'ivresse en raison de la présence d'extraits de fruits, ce qui a pour effet d'accélérer l'augmentation de l'alcoolémie (van de Wiel, Meander Medisch Centrum Amersfoort, cités dans l'*Algemeen Dagblad*).

Cette réflexion est faite aussi par l'association VAD dans la discussion sur l'opportunité d'interdire ou non la mise en vente des alcopops dans les distributeurs de boissons.

Contrairement à certaines instances compétentes, comme le ministère flamand de la Santé, les auteurs de

III. HET GEBRUIK VAN ALCOHOLPOPS DOOR JONGEREN

Uit onderzoek van de Vereniging voor alcohol- en andere drugsproblemen (VAD) blijkt dat alcoholpops bij jongeren in Vlaanderen in populariteit stijgen.

Het specifieke gebruik van alcoholpops is tevens één van de verklaringen van de stijging van het wekelijks alcoholgebruik bij jongeren bijvoorbeeld in de periode 1999-2001. In het geheel zouden momenteel bijna tweemaal zoveel jongeren, in vergelijking met 1999, wekelijks alcohol drinken. Vooral bij de jonge leeftijdscategorieën is het gebruik van alcohol gestegen: in de groep van de dertienjarigen is er een stijging vastgesteld van de wekelijkse consumptie van alcohol van 5,4 % tot 9,7 %. Voor de vijftienjarigen was er een stijging van 15,7 % naar 31,8 %. Bij de achttienjarigen drinkt al meer dan de helft wekelijks alcohol, tegenover 35,9 % twee jaar geleden.

Deze tendensen worden door de cijfers voor het schooljaar 2002-2003 bevestigd. 70 % van de jongeren verklaarde bij deze bevraging ooit al alcoholpops te hebben gebruikt. 54 % dronk in het jaar van de bevraging alcoholpops. De alcoholpops zijn dus «blijvers». In de jongste leeftijdscategorie (12-14 jaar) dronk 55 % het voorbije jaar alcohol.

Het gebruik van alcohol en andere drugs houdt risico's in voor de eigen fysieke en psychosociale gezondheid. Op een leeftijd waar jongeren nog in de groei zitten vormt het alcoholgebruik een gevaar op lichamelijke schade. Bovendien leidt het gebruik ervan op relatief jonge leeftijd potentieel tot alcoholafhankelijkheid of -verslaving op latere leeftijd.

De alcoholpops zijn geliefd omwille van hun zoete smaak, vooral bij de groep 12- tot 15-jarigen, maar vele jongeren onderschatten het effect van het alcoholgehalte van 5,4 promille.

Uit Nederlands onderzoek blijkt trouwens dat er vlugger dronkenschap optreedt bij deze drankjes wegens de aanwezigheid van fruitextract, waardoor het alcoholgehalte in het bloed sneller stijgt (van de Wiel, Meander Medisch Centrum Amersfoort, geciteerd in *Algemeen Dagblad*).

Dezelfde bedenking maakt ook de vereniging VAD bij de discussie over het al dan niet instellen van een verbod op het aanbieden van alcoholpops in drankautomaten.

De indieners van het wetsvoorstel achten, in tegenstelling tot de signalen van sommige bevoegde instan-

la présente proposition de loi estiment qu'une mise en garde préventive contre la consommation des alcopops n'est pas suffisante. Une simple interdiction n'empêchera pas les jeunes de consommer de l'alcool ou, plus particulièrement, des alcopops. Néanmoins, les auteurs de la proposition estiment que c'est donner un mauvais signal aux jeunes que de permettre la vente libre des alcopops dans des distributeurs de boissons non placés sous surveillance.

IV. LA MODIFICATION PROPOSÉE

La modification proposée consiste à interdire également la vente en distributeurs automatiques des mélanges de boissons spiritueuses, même si le mélange lui-même ne contient pas 22 % d'alcool.

Article 2

Selon l'article 1^{er}, 5^o, de la loi du 28 décembre 1983, les boissons spiritueuses sont des «boissons telles qu'elles sont définies par l'article 14 de l'arrêté royal du 29 décembre 1992 concernant la structure et les taux des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées».

Toutefois, la législation sur les accises a, depuis, été modernisée par la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées.

À l'article 16 figure une nouvelle définition qui a été mise en conformité avec la réglementation européenne. Cet article est rédigé comme suit: L'expression «alcool éthylique» désigne: tous les produits qui ont un titre alcoométrique acquis excédant 1,2 % vol et qui relèvent des codes NC 2207 et 2208, même lorsque ces produits font partie d'un produit ... ». Les alcopops répondent à cette définition.

La confusion découle, pour les parquets, les bourgmestres, etc., du fait que la loi qui interdit de vendre de l'alcool aux mineurs, renvoie toujours, pour ce qui est de la définition des boissons spiritueuses, à l'arrêté royal précité de 1992. Or, depuis lors, cet arrêté royal a été abrogé et remplacé par la loi du 7 janvier 1998. La contradiction est due au fait que quand la loi accisienne a été modifiée en 1997, on était toujours sous «l'empire» de l'arrêté royal du 29 décembre 1992. Dans la loi «patente» actuelle telle qu'elle a été modifiée en 1997, on reprend comme définition des alcools celle prévue dans l'article 14 de l'arrêté royal du 29 décembre 1992, qui a été confirmé par la loi du 7 janvier 1998. Or, l'article 14 précité s'est retrouvé en tant qu'article 16 dans la loi du 7 janvier 1998. C'est la raison pour laquelle les parquets ne poursuivent

ties, zoals het Vlaams ministerie van Welzijn, een preventieve waarschuwing ten aanzien van het gebruik van alcoholsnaps niet voldoende. Een louter verbod zal jongeren er niet van weerhouden alcohol of meer bepaald alcoholsnaps te consumeren. Toch wordt volgens de indieners aan jongeren een verkeerd signaal gegeven, indien de alcoholsnaps vrij verkrijgbaar zijn via onbewaakte automaten.

IV. DE VOORGESTELDE WETSWIJZIGING

De voorgestelde wetswijziging houdt in dat ook de mengsels waarbij gebruik wordt gemaakt van sterke dranken — ook al bevat het mengsel zelf geen 22 % alcohol — uit de drankautomaten geweerd moeten worden.

Artikel 2

Volgens artikel 1, 5^o, van de wet van 28 december 1983 zijn sterke dranken de «dranken bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken».

De wetgeving op de accijnzen is inmiddels echter gemoderniseerd door de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken.

In artikel 16 is een nieuwe definitie opgenomen die is afgestemd op de Europese regelgeving. Dit artikel luidt als volgt: «Onder «ethylalcohol» wordt verstaan: alle producten van de GN-codes 2207 en 2208 met een effectief alcoholvolume gehalte van meer dan 1,2 % vol, ook wanneer deze producten bestanddeel zijn ...». De alcoholsnaps voldoen aan deze definitie.

In de hoofde van de parketten, van de burgemeesters, enz. was er sprake van een misverstand ten gevolge van het feit dat de wet die het verbod oplegt aan minderjarigen alcohol te verkopen, voor de definitie van sterke drank nog steeds verwijst naar bovenvermeld koninklijk besluit van 1992. Dat koninklijk besluit is evenwel inmiddels opgeheven en vervangen door de wet van 7 januari 1998. De inconsequentie bestaat erin dat, toen de accijnswet in 1997 gewijzigd werd, het koninklijk besluit van 29 december 1992 nog gold. In de «vergunningswet» die in 1997 werd gewijzigd, wordt alcohol gedefinieerd zoals in artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 december 1992, dat werd bekrachtigd door de wet van 7 januari 1998. Het bovenvermelde artikel 14 is echter in de wet van 7 januari 1998 terug te vinden als artikel 16. Dat is de

pas à l'heure actuelle : il n'est pas sûr que le parquet et le juge pénal soient mandatés pour agir.

La logique du droit pénal veut en effet que l'on fasse figurer explicitement dans la loi la définition de la boisson spiritueuse parce que le droit pénal est interprété de manière restrictive.

Actuellement, le lien entre la loi du 28 décembre 1983 et celle du 7 janvier 1998 fait dès lors défaut. C'est pourquoi les auteurs proposent de modifier l'article 1^{er}, 5^o, de la loi de 1983 et d'y faire le lien avec la loi précitée de 1998, de manière à lever toute ambiguïté et à soumettre indiscutablement la vente d'alcopops (par distributeur automatique ou non) à l'interdiction prévue par l'article 13 de la loi du 28 décembre 1983.

Article 3

Il convient de protéger les jeunes contre les dangers que présente l'alcool. Dans le contexte actuel, la seule solution praticable semble être d'interdire la vente d'alcopops par distributeurs.

En même temps, on pourrait envisager qu'à un stade ultérieur, d'autres utilisateurs puissent bénéficier des avantages que présentent les systèmes automatiques de distribution : la rapidité et la souplesse d'une vente pendant les heures de fermeture des magasins conventionnels.

Si l'on suit cette option, la solution réside donc dans un contrôle strict de l'âge des consommateurs par des moyens techniques. On pourrait éventuellement envisager à l'avenir de contrôler l'âge par exemple au moyen de la carte d'identité électronique.

La base légale que prévoit l'article proposé permettrait si nécessaire d'instaurer un tel système.

Article 4

À l'heure actuelle, toute personne qui vend, offre ou sert des boissons spiritueuses à des mineurs est punie d'une amende de 2,50 à 100 euros. La loi permet en outre au juge de prononcer la condamnation à l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant trois ans au plus. Chaque infraction à cette interdiction est punie des peines prévues à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à savoir l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant deux ans au plus, sous peine pour chaque infraction à cette interdiction d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 euros à 500 euros.

Grâce à la modification proposée, les auteurs entendent punir plus sévèrement la vente, l'offre ou la

reden waarom de parketten nu niet vervolgen: er heerst een gebrek aan zekerheid dat het parket en de strafrechter gemandateerd zijn om op te treden.

De logica van het strafrecht eist immers dat de definitie van sterke drank uitdrukkelijk in de wet moet opgenomen zijn omdat het strafrecht op een beperkende wijze wordt geïnterpreteerd.

Op dit ogenblik ontbreekt dan ook een koppeling tussen de wet van 28 december 1983 en die van 7 januari 1998. Daarom stellen de indieners voor artikel 1, 5^o, van de wet van 1983 te wijzigen om de band met voornoemde wet van 1998 te maken, zodat alle dubbelzinnigheid wordt uitgesloten en het aanbieden van alcoholpops (al dan niet in drankautomaten) zonder de minste twijfel valt onder het verbod van artikel 13 van de wet van 28 december 1983.

Artikel 3

Jongeren moeten worden beschermd tegen de gevaren van alcohol. In de huidige context lijkt een verbod om de alcoholpops via automaten te verdelen de enige werkbare oplossing.

Tegelijkertijd zou in een later stadium kunnen overwogen worden andere gebruikers toch in staat te stellen te genieten van de voordelen van automatische distributiesystemen: snelheid en een flexibele verkoop tijdens sluitingsuren van conventionele winkels.

De oplossing ligt in die optie dus in een strenge leeftijdscontrole via technische hulpmiddelen. Hier zou in de toekomst eventueel kunnen gedacht worden aan een leeftijdscontrole, bijvoorbeeld via de elektronische identiteitskaart.

Via de wettelijke basis in dit artikel zou dergelijk systeem desgewenst ingevoerd kunnen worden.

Artikel 4

Thans wordt het verkopen, aanbieden of verstrekken van sterke dranken aan minderjarigen bestraft met een boete van 2,50 tot 100 euro. Daarenboven biedt de wet de rechter de mogelijkheid een verbod uit te spreken om gedurende ten hoogste drie jaar dranken te verkopen of te verstrekken. Een inbreuk op dat verbod wordt bestraft met de bij artikel 10, eerste lid, 2^o, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap opgesomde straffen, namelijk het verbod dranken te verkopen of te slijten gedurende ten hoogste twee jaar, op straffe van een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 100 euro tot 500 euro voor iedere overtreding.

Met de voorgestelde wijziging wensen de indieners het verkopen, aanbieden of verstrekken van sterke

fourniture de boissons spiritueuses à des mineurs, en frappant d'emblée les coupables d'une interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant deux ans au plus. Cela permettra de lutter plus efficacement contre l'abus d'alcool chez les mineurs.

Article 5

Cet article constitue une modification technique qui découle de l'adaptation proposée à l'article 24 de la loi.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 1^{er}, 5^o, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, remplacé par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, est remplacé par ce qui suit :

«5^o boissons spiritueuses: les boissons telles qu'elles sont définies à l'article 16 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées.»

Art. 3

L'article 13 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

«Les boissons spiritueuses peuvent uniquement être vendues au moyen de distributeurs automatiques équipés d'un système contrôlant la majorité de l'acheteur et homologué par le Roi.

dranken aan minderjarigen strenger te bestraffen door het zonder omwegen te koppelen aan een verbod om gedurende ten hoogste twee jaar dranken te verkopen of te slijten. Op die wijze kan alcoholmisbruik door minderjarigen op een meer afdoende manier worden bestreden.

Artikel 5

Technische wijziging ingevolge de voorgestelde aanpassing van artikel 24 van de wet.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THIJS.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 1, 5^o, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke dranken en betreffende het vergunningsrecht, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, wordt vervangen als volgt :

«5^o sterke drank: de dranken bedoeld in artikel 16 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken.»

Art. 3

Artikel 13 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

«Sterke drank mag enkel worden verkocht via automatische distributieautomaten die uitgerust zijn met een systeem dat de meerderjarigheid controleert en dat door de Koning is goedgekeurd.

Art. 4

L'article 24 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé par ce qui suit :

«Art. 24. — Toute infraction à l'article 13 est punie des peines prévues à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.»

Art. 5

À l'article 27, § 4, de la même loi, les mots « , alinéa 2, » sont supprimés.

Art. 6

L'article 3 entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

13 mai 2004.

Art. 4

Artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

«Art. 24. — Overtreding van artikel 13 wordt gestraft met de straffen vermeld in artikel 10, eerste lid, 2^o, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap.»

Art. 5

In artikel 27, § 4, van dezelfde wet vervallen de woorden « , tweede lid, ».

Art. 6

Artikel 3 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

13 mei 2004.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THIJIS.